



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Préfet des Côtes d'Armor

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
PRÉVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX

Rapport à soumettre à l'avis du CODERST

Transmis le 15 janvier 2015

Dossier suivi par : DRAGON Vincent
Suivi administratif : BAUDET Marie
Thérèse

IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE :

Nom ou raison sociale : **Monsieur le gérant EARL CONVENANT PERRINE**

Associé : LE QUELLEC Didier Date de naissance : 22/04/1967

Adresse : 6 HENT STIVEL - 22300 CAOUENNEC LANVEZEAC

N° de dossier : 1021-4 N° ICARE : 20032000

Type de dossier : Restructuration interne

Régime : Autorisation

Date de dépôt : ouvert le : 06/08/2014

Objet de la demande : Restructuration interne d'un élevage avicole avec augmentation des effectifs

SITUATION DE L'INSTALLATION :

N° SIRET : 44239562000010

N° PACAGE : 022063345

IPPC : Oui

Siège sur bassin versant : Le Guindy de Plouguiel

Terres exploitées en propre sur Bassin Versant :

Année	Bassin du	Type BV	Surface
2011	Le Guindy de Plouguiel	BVContentieux	9

Effectifs de l'élevage concernés par l'installation classée :

Site concerné	Type Animal	Autorisé	Aut Eq	Régularisé	Créé/Supprimé	Final	Equivalents
Park Nevez - CAOUENNEC- LANVEZEAC	Poulet standard : Standard	68200	68200	0	-68200	0	0
Park Nevez - CAOUENNEC- LANVEZEAC	Poulet léger (export) : Standard	0	0	0	105600	105600	89760
Total			68200				89760

Nomenclature installations classées :

Nomenclature	Nombre d'animaux	Nombre d'emplacements	Nombre d'animaux équivalents
Nomenclature article : 2111 - 1 - Type : Volailles	105 600		89 760
Nomenclature rubrique : 3660 a) - Type : Elevage intensif de volailles	108 075	108 075	

AUTRES EFFECTIFS DE L'ELEVAGE - Poulet standard:29580

Site(s) de l'exploitation :

Site Principal	Site	Commune	Canton	En ex-ZAC	En ex-ZES(seuil traitement à 20000kg)	En ZAR	Ancien Seuil traitement	Ancien Seuil épandage	Ancien Sous Plafond
	Park Nevez	CAOUENNEC-LANVEZEAC	LANNION	oui	oui	oui	17500	105	50
	RUEL QUERE	CAVAN	ROCHE-DERRIEN	oui	oui	oui	12500	75	40
oui	6 HENT STIVEL	CAOUENNEC-LANVEZEAC	LANNION	oui	oui	oui	17500	105	50

Gestion des déjections :

*** Capacités de stockage :**

Capacités de stockage	Existante	Projetée	TOTAL	DUREE
Capacité de la station VAL'ID	200 m3	0	200 m3	1 lot
Capacité de la plate forme de stockage	272 m²	0	272 m²	

*** Plan d'épandage :**

Type exploitant	Nom Adresse	Surface totale	SPE Cultures	SPE Prairies	SPNE	SRD	Pétitionnaire	Prêteur	Autre	Pression Organique en P205 sur SRD	Pression Organique en N sur SAU
Demandeur	EARL CONVENANT PERRINE - 6 HENT STIVEL CAOUENNEC-LANVEZEAC	9	7,66	0	0	7,66	766		0	83	85
Prêteur	TURUBAN Gilbert - L'ETOILE LANGOAT	18,48	15,43	0	0	15,43	1532	0	0	83	109
Total							2298				

*** Traitement ou transfert :**

Traitement	Azote entrant	P205 entrant	Azote éliminé	P205 éliminé	Station	Azote export	P205 export	Convention
SARL LAPROVOL	0	0	0	0		5456	3754	
EARL CONVENANT PERRINE	18889	15576	5667	0	Procédé Valid'			
SARL LAPROVOL						13222	15576	27/11/2014

*** Bilan sur l'exploitation du demandeur :**

	Azote	Phosphore
Réduction Biphase	0	0
Organique Produit	26643	21240
Modification mode production	0	0
Organique à Gérer	26643	21240
dont non maîtrisable	0	0
dont maîtrisable	26643	21240
Epandu chez des tiers	1532	1273
Azote échangé (import-export)	0	0
Transfert	18678	19330
Traitement	5667	0
Reste exploitation	766	637
Reçu sur terres MAD	0	0
Pression organique sur SRD	100	83
Pression Organique sur SAU	85	71
Engrais minéral	0	0
Total organique + minéral épandu	766	637
Pression totale (210 N) sur SAU	85	71

Balance Globale sur SAU	-17	23
--------------------------------	------------	-----------

Contexte de l'élevage :

*** Distance par rapport aux tiers :**

< 100 m (ancien exploitant)

*** Distance par rapport aux points d'eau :**

> 35 m

Avis des services :

*** Avis des services :**

L'avis de la DDTM n'a pas été sollicité

AVIS DU SERVICE RAPPORTEUR AU CODERST

Le dossier présenté à l'instruction concerne une demande de restructuration interne avec augmentation des effectifs mis en place et produits, ainsi que la mise à jour du plan de gestion des déjections.

L'élevage de l'EARL CONVENANT PERRINE est situé au lieu dit « Park Nevez » sur la commune de CAOUEÑNEC LANVEZEAC et le siège de l'exploitation se trouve sur le bassin versant contentieux du Guindy en Zone d'Actions Renforcées.

➤ **Situation autorisée :**

L'installation a initialement été autorisée au nom de Mme DAUPHIN, par arrêté préfectoral en date du 08 juillet 2002, après enquête publique, pour l'exploitation d'un élevage avicole de chair d'une capacité de 68 200 animaux équivalents, puis par arrêté complémentaire en date du 23 janvier 2004 au nom de l'EARL CONVENANT PERRINE, pour la mise en place d'une plate forme de compostage selon le procédé VAL'ID.

L'installation comprend trois poulaillers, pour une surface d'élevage de 3 300 m² et est autorisée à produire du poulet de chair. L'ensemble des déjections produites sur cette installation est composté, afin de produire un engrais organique et support de culture répondant à la norme NFU 42-001 qui est repris par la société LAPROVOL pour être transféré.

L'EARL CONVENANT PERRINE exploite par ailleurs un autre poulailler situé au lieu dit « Ruel Quéré » sur la commune de CAVAN, initialement autorisé par arrêté préfectoral en date du 10 janvier 2003 pour une capacité de 31 200 animaux équivalents et bénéficiant désormais d'un récépissé de déclaration en date du 15 octobre 2014, pour l'exploitation d'un élevage avicole de chair en multi production de 29 580 AE et 39 300 emplacements.

➤ **Projet / objet de la demande :**

Le pétitionnaire souhaite, pour répondre aisément aux attentes du marché dans un contexte tendu, pouvoir augmenter la capacité de son élevage, afin de réaliser différentes conduites d'élevage et il met également le contrat de reprise des composts normés à jour.

L'augmentation de la production envisagée avait fait l'objet d'une demande préalable d'azote en CDOA, qui avait émis un avis favorable en date du 23 juillet 2013 pour l'attribution de 9 873 unités.

La restructuration envisagée se fait à surface d'élevage constante et il n'y a pas de construction ou de modification de l'installation en projet.

Suite à l'augmentation des effectifs mis en place, le pétitionnaire sollicite une demande de dérogation vis à vis d'une habitation située à moins de 100 mètres de l'installation. Néanmoins, cette habitation est occupée par l'ancien exploitant, Mme DAUPHIN. L'arrêté du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation, ne considère pas les anciens exploitants comme des tiers. Il n'y a donc pas lieu de considérer que l'installation est exploitée à moins de cent mètres d'un tiers.

Initialement les capacités maximales de l'installation étaient basées sur les conduites envisagées, qui sont présentées dans le tableau 1 ci dessous :

Tableau 1 : Conduites envisagées dans le dossier initial

Type	Poulets légers	Poulets avec enlèvements en cours de lot	Dindes avec enlèvements en cours de lot	Coquelets	Pintades	Poulettes au sol	Autres volailles
Emplacements	105600	95700	26400	108075	66000	66000	< 108075
AE	89760	81345	79200	81056	66000	66000	< 89760
Nbre de lots/an	7.8	6.75	2.5	9	4.2	2.5	
Azote / an	18121	20855	18744	12645	14414	13695	< 20855
Phosphore / an	7413	11571	15576	5836	9702	10725	< 15576

L'ensemble des déjections produites (sur litière de paille broyée) est composté dans la station VAL'ID existante. Cette station, composée de 10 éléments (5m * 2m40) a une capacité de l'ordre de 200 m3 et la durée nécessaire pour réaliser le compostage est de 6 à 8 semaines.

Or, au vu des durées d'élevage, dans le cadre d'une production de coquelets (inférieures à 6 semaines) ou de poulets légers (inférieures à 7 semaines) et du nombre de lots par an présenté, la durée nécessaire préconisée pour réaliser le compostage n'était pas suffisante.

Par ailleurs, il était pris en compte des densités de fumier de 600 kg/m3, alors qu'il est généralement admis d'après les références techniques, dans le cadre d'un élevage en bâtiment dont les sols sont en terre battue, que les densités de fumier sont de l'ordre de 450 à 500 kg/m3. Le dimensionnement de la station de compostage apparaissait alors insuffisant pour composter l'ensemble des déjections produites par un lot. En effet, dans le cas d'une conduite en poulets avec des enlèvements en cours de lot, soit 3090 uN par lot et en considérant un fumier à 28 uN/tonne, il y a 110 tonnes soit, au minimum, 220 m3 de fumier pour une capacité maximale de la station de 200 m3.

Par ailleurs, le dossier présentait une production pour le site de CAVAN, supérieure à celle autorisée. Un dossier pour ce site a depuis été déposé.

Le 03 décembre 2014, un avenant au dossier a été déposé pour prendre en compte les paramètres soulevés lors de l'instruction :

Les conduites envisagées (tableau 2 ci-dessous) ont été revues et sont, d'un point de vue zootechnique, plus cohérente et permettent de démontrer que le compostage des litières sera techniquement réalisable dans des conditions plus favorables. Le contrat de reprise des composts normalisés a été revu pour prendre en compte la production demandée.

Tableau 2 : Conduites envisagées dans l'avenant

Type	Poulets légers	Poulets avec enlèvements en cours de lot	Dindes médium	Coquelets	Pintades	Poulettes au sol	Autres volailles
Emplacements	105 600	92 400	27 090	108 075	66 000	66 000	< 108 075
AE	89 760	78 540	81 270	81 056	66 000	66 000	< 89 760
Nbre de lots/an	7.3	6.75	2.5	8.3	4.2	2.5	
Azote / an	16 959	18 889	15 374	11 661	14 414	13 695	< 18 889
Phosphore / an	6 938	9 979	15 576	5 382	9 702	10 725	< 15 576

L'ensemble des déjections produites sera composté dans la station VAL'ID et en considérant un fumier en sortie de bâtiment à 28 uN/tonne, celle ci apparaît suffisamment dimensionnée pour composter les litières d'un lot.

La quantité de matière entrant dans la station de compostage par jour, étant inférieur à 3 t/j (1t85/j), cette installation n'est pas classée au titre de la rubrique 2780.

Il est pris en compte un abattement de 30 % de l'azote contenu dans les litières lors de la phase de compostage.

La production cumulée des deux installations exploitées par l'EARL CONVENANT PERRINE étant supérieure à 20 000 unités d'azote (26 643), le pétitionnaire a une obligation de résorption. Il est donc prévu qu'à l'issue du processus, les compost obtenus soient directement repris par la société LAPROVOL pour être transférés en dehors des communes situées antérieurement en ZES et en dehors des parcelles situées dans des bassins versants connaissant d'importantes marées vertes. Si les produits ne peuvent être directement repris, ils seront stockés sur une plate forme étanche de 272 m².

➤ **Considérant :**

- ✓ Que la restructuration envisagée se fait à surface d'élevage constante ;
- ✓ Que l'installation comprend une station VAL'ID de compostage et une plate forme étanche de stockage ;
- ✓ Que le pétitionnaire a revu sa demande afin de composter l'ensemble des déjections ;
- ✓ Que l'ensemble des déjections produites sur cette installation est transféré ;

Compte tenu de ces considérations, je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions incluses dans le projet d'arrêté suivant :

ARTICLE 1 – BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL CONVENANT PERRINE, ci-après dénommée l'éleveur, sise à CAOUËNNEC-LANVEZEAC au lieu dit « 6 Hent Stivel » est autorisée à exploiter, à CAOUËNNEC-LANVEZEAC au lieu-dit « Park Nevez », un élevage de volailles sur litières (coquelet, poulet léger, poulet standard, poulet lourd, dindes médium, pintade et poulette) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, **sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté** et sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite par l'atelier avicole à 18 889 unités par an.

1.2 - Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Référence des articles correspondants du présent arrêté
AP du 08 juillet 2002	Article 1 à 3	Articles 1 à 6
AP du 23 janvier 2004	Arrêté abrogé	Arrêté abrogé

ARTICLE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume	Unité de volume
2111	1	A	Elevage de volailles	Volailles au sol sur litière	Nombre total d'AE	> 30 000 AE	1 Coquelet = 0.75 AE 1 Poulet léger = 0.85 AE 1 Poulet standard = 1.0 AE 1 Poulet lourd = 1.15 AE 1 Pintade = 1.0 AE 1 poulette = 1.0AE 1 Dinde médium = 3.0 AE	89 760	AE
3660	a)	A	Elevage de volailles	Volailles au sol sur litière	Nombre total d'emplacements	> 40 000 emplacements	Emplacement	108 075	Emplacement
2780		NC	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation	Compostage de fumier de volaille	Quantité de matière traitée en t/jour	3t/j à 50 t/j	Tonnes/jour	1.85 t/j	t/j

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6 a)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcins" de juillet 2003.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
CAOUËNNEC- LANVEZEAC	Elevage de volailles	Section A	N° : 51, 52, 883, 884 et 889

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE DE VOLAILLES (POULAILLERS ET ANNEXES)

3.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

3.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser **3 300 m2**.

3.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

3.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

3.2. - Sécurité :

3.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

3.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

3.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

Article 4 – Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

4.1 - Installation de compostage.

4.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

4.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU 42-001 et/ou NFU 44-051.

4.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose d'une plate forme étanche de compostage de type VAL'ID de 120 m² (200 m³ utile) et d'une fumière étanche de 272 m², permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

4.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

4.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

4.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

4.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

4.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures déjà fonctionnelle, devra le rester à la date de signature du présent arrêté.

4.2. - Exploitation - entretien.

4.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

4.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

4.2.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

4.2.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

4.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

4.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

4.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

4.2.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

4.2.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

4.2.4 Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (S. typhimurium, S. enteritidis), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

4.3. Gestion des flux - Traçabilité

L'éleveur assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2780 pour 470 tonnes de compost par an soit 13 222 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de transfert, les produits repris devront être épandus en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

4.4 – Stockage :

Les éventuels fumiers bruts en attente de compostage ou les produits finis, normés ou non, obtenu à l'issue de l'étape préalable dans la station VAL'ID, qui seront stockés sur la plate forme étanche dans l'attente de leur enlèvement **devront impérativement être bâchés** par une bâche imperméable à l'eau et perméable à l'air de type géomembrane.

ARTICLE 5 - MTD

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 6 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et annexés au présent arrêté. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

***Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Vu et transmis le 14 janvier 2015
SIGNE***

***Le responsable du pôle
Instruction élevages
Yannick CORNEC***

L'Inspecteur des Installations Classées

DRAGON Vincent